



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

Modification 006

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

**Armoured Vehicles Support/Soutien des véhicules  
blindés**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Place du Portage Phase III 6C1**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

<b>Title - Sujet</b> LEO 2 Chassis Electrique R&R SVCS	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8486-152148/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8486-152148	<b>Date</b> 2016-11-18
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$BL-299-25930	
<b>File No. - N° de dossier</b> 299bl.W8486-152148	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-12-08</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Proulx, Sylvain	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 299bl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4778 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W8486-152148/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W8486-152148

Amd. No. - N° de la modif.  
006  
File No. - N° du dossier  
299BL.W8486-152148

Buyer ID - Id de l'acheteur  
299BL  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## MODIFICATION 006

La présente modification (**006**) vise à publier certaines clarifications demandées par l'industrie et de remplacer *l'appendice 1 of de l'annexe G – Plan d'évaluation*.

### Questions et Clarifications:

#### **Question #1) de l'industrie – Appendice 1 de l'annexe G et annexe C – Base de paiement**

Comme demandé à *l'annexe 1 de l'annexe G - Plan d'évaluation*, les soumissionnaires doivent fournir un délai de livraison (DDL) qui sera utilisé pour évaluer la meilleure valeur pour le Canada. Au moment de l'attribution du marché, le DDL proposé sera intégré à *l'annexe C - Base de paiement*. Le DLT sera utilisé pour suivre les performances de l'entrepreneur et peut entraîner des pénalités coûteuses pour un entrepreneur non exécutant.

De plus, les entrepreneurs canadiens devront également coordonner leur expédition avec l'installation du sous-traitant étranger ainsi que son rapatriement au Canada. Le calendrier associé à ces deux activités pourrait être un inconvénient à ce qu'il serait pour un entrepreneur à l'étranger.

***L'industrie aimerait connaître la position et l'intention du Canada à l'égard des préoccupations de l'industrie canadienne?***

#### **Clarification # 1 du Canada**

Le Canada est au courant des préoccupations de l'industrie, car l'approche d'évaluation pourrait créer un désavantage pour une entreprise établie au Canada en termes de délais et doit être expédiée à une installation de sous-traitants établie à l'étranger. (Si le travail n'est pas effectué au Canada).

En vertu de l'amendement 005, le Canada a fourni des précisions au FCA franco transporteur l'établissement de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000 et a préciser que le FCA doit s'effectuer à l'usine de l'entrepreneur pour les entrepreneurs canadiens et étrangers.

Le Canada est conscient que cette précision pourrait soulever des préoccupations de l'industrie canadienne, car une société étrangère pourrait bénéficier de cette clarification. Cela pourrait créer un désavantage pour une société canadienne en ce qui concerne le calendrier si le travail n'est pas effectué au Canada. De plus, les entreprises établies au Canada devront également coordonner leurs expéditions avec le sous-traitant étranger ainsi que son rapatriement au Canada. Le calendrier associé à ces deux activités pourrait être un inconvénient à ce qu'il serait pour un entrepreneur à l'étranger.

Le Canada est tenu, aux termes des accords commerciaux, de traiter tous les fournisseurs de façon égale et de veiller à ce que le marché public soit effectué de façon non discriminatoire. En tant que tel, tout avantage indu fourni par l'invitation à soumissionner constituerait une violation des accords commerciaux.

L'industrie est avisée que pour assurer l'équité de toutes les parties, le Canada publie avec cet amendement une version révisée de *l'annexe 1 de l'annexe G - Plan d'évaluation*.

La version révisée tient compte du fait que si le travail ne peut pas être effectué au Canada et que l'équipement sera en transit.

Étant donné que les entreprises canadiennes devront coordonner le processus logistique, cela peut ajouter un délai de livraison supplémentaire (DLT). Par conséquent, le Canada accorde un délai supplémentaire de trente (30) jours pour un soumissionnaire canadien.

Le Canada publie avec cet amendement la pièce jointe G-1 "*tma\_v\_2.0\_bilingual.zip*" qui remplacera toute version antérieure.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W8486-152148/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W8486-152148

Amd. No. - N° de la modif.  
006  
File No. - N° du dossier  
299BL.W8486-152148

Buyer ID - Id de l'acheteur  
299BL  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**Question #2) de l'industrie – appendice 1 de l'annexe G et annexe C – Base de paiement**

Conformément à *l'annexe C - Base de paiement* et confirmé par l'amendement 4, si le sous-traitant sous-traite tout travail associé au présent contrat, les frais d'expédition pour la sous-traitance à un sous-traitant canadien ou étranger doivent être inclus dans les taux de l'entrepreneur. .

En ce qui concerne les prix, le Canada coordonnera et paiera tous les frais de transport associés au transport de l'équipement à un entrepreneur étranger (si le contrat est attribué à une société étrangère). La base de paiement peut être pénalisante pour un entrepreneur canadien qui n'a pas la capacité d'exécuter le travail dans son propre établissement, peut-être doit-il être expédié à un entrepreneur à l'étranger et l'équipement est retourné à l'entreprise canadienne Entrepreneur, ces coûts encourus seraient inclus dans le prix du tarif du travail mixte.

***L'industrie aimerait connaître la position et l'intention du Canada à l'égard des préoccupations de l'industrie canadienne?***

**Clarification # 2 du Canada**

Le Canada reconnaît la préoccupation de l'industrie selon laquelle il n'y a aucune provision pour les frais de transport pour ce besoin.

Le Canada est conscient que le centre de coordination logistique d'arrivée du Ministère de la Défense Nationale (MDN) est responsable pour la coordination et du paiement associés à l'expédition des marchandises de l'installation de l'entrepreneur à l'installation du MDN.

Selon le Canada, les instructions d'expédition énoncées dans l'invitation à soumissionner ne sont aucunement discriminatoires. De plus, tous les fournisseurs sont traités équitablement puisque dans tous les situations, l'expédition des marchandises se feront de l'installation de l'entrepreneur à l'installation du MDN qui est assurée par le centre de coordination logistique d'arrivée, peu importe l'emplacement géographique de l'installation de l'entrepreneur.

Le fait que les travaux pourraient être exécutés en sous-traitance par un Manufacturier d'Origine (MO) et qu'un fournisseur canadien doit absorber les frais de transport à destination et en provenance du MO pour conforme à la sollicitation ne doit aucunement être perçu comme un avantage indu créé par la sollicitation, mais plutôt une circonstance commerciale normale.

Le Canada n'est ni tenu ni prévu d'éliminer ou de compenser les avantages commerciaux existants, ni de compromettre ses exigences opérationnelles légitimes pour accommoder les fournisseurs.

Malheureusement, pour ces raisons précitées, l'industrie est avisée que le Canada n'est pas tenu de modifier l'appel d'offres pour se conformer aux préoccupations de l'industrie concernant les frais de transport. De plus, cette approche est conforme aux accords commerciaux applicables et le Canada demeure convaincu que cette approche lui offrira la meilleure valeur.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES**